

Article 199 sexdecies

DEDUCTIONS FISCALES pour travaux et services au domicile

Code général des impôts

- Livre premier : Assiette et liquidation de l'impôt
 - Première Partie : Impôts d'État
 - Titre premier : Impôts directs et taxes assimilées
 - Chapitre premier : Impôt sur le revenu
 - Section V : Calcul de l'impôt
 - II : Impôt sur le revenu.
 - 17° : Réduction d'impôt accordée au titre des sommes versées pour l'emploi d'un salarié à domicile, à une association agréée ou à un organisme habilité ou conventionné ayant le même objet.

Article 199 sexdecies

Modifié par [LOI n°2008-1425 du 27 décembre 2008 - art. 98 \(V\)](#)

1. Lorsqu'elles n'entrent pas en compte pour l'évaluation des revenus des différentes catégories, ouvrent droit à une aide les sommes versées par un contribuable domicilié en France au sens de [l'article 4 B](#) pour :

a) L'emploi d'un salarié qui rend des services définis aux [articles D. 129-35 et D. 129-36 du code du travail](#) ;

b) Le recours à une association, une entreprise ou un organisme ayant reçu un agrément délivré par l'Etat et qui rend des services mentionnés au a ;

c) Le recours à un organisme à but non lucratif ayant pour objet l'aide à domicile et habilité au titre de l'aide sociale ou conventionné par un organisme de sécurité sociale.

2. L'emploi doit être exercé à la résidence, située en France, du contribuable ou d'un de ses ascendants remplissant les conditions prévues au premier alinéa de [l'article L. 232-2 du code de l'action sociale et des familles](#).

Dans le cas où l'emploi est exercé à la résidence d'un ascendant du contribuable, ce dernier renonce au bénéfice des dispositions de l'article 156 relatives aux pensions alimentaires, pour la pension versée à ce même ascendant.

L'aide financière mentionnée aux [articles L. 7233-4 et L. 7233-5](#) du code du travail, exonérée en application du 37° de [l'article 81](#), n'est pas prise en compte pour le bénéfice des dispositions du présent article.

3. Les dépenses mentionnées au 1 sont retenues, pour leur montant effectivement supporté, dans la limite de 12 000 Euros, en tenant compte prioritairement de celles ouvrant droit au bénéfice du crédit d'impôt mentionné au 4.

La limite de 12 000 € est portée à 15 000 € pour la première année d'imposition pour laquelle le contribuable bénéficie des dispositions du présent article au titre du a du 1.

Cette limite est portée à 20 000 euros pour les contribuables mentionnés au 3° de [l'article L. 341-4](#) du code de la sécurité sociale, ainsi que pour les contribuables ayant à leur charge une personne, vivant sous leur toit, mentionnée au même 3°, ou un enfant donnant droit au complément d'allocation d'éducation de l'enfant handicapé prévu par le deuxième alinéa de [l'article L. 541-1](#) du même code. Toutefois, lorsque les dispositions du deuxième alinéa sont applicables, la limite de 15 000 € fait l'objet des majorations prévues au présent alinéa et le montant total des dépenses ne peut excéder 18 000 €

La limite de 12 000 euros est majorée de 1 500 euros par enfant à charge au sens des [articles 196 et 196 B](#) et au titre de chacun des membres du foyer fiscal âgé de plus de soixante-cinq ans. La majoration s'applique également aux ascendants visés au premier alinéa du 2 remplissant la même condition d'âge. Le montant de 1 500 euros est divisé par deux pour les enfants réputés à charge égale de l'un et l'autre de leurs parents. La limite de 12 000 euros augmentée de ces majorations ne peut excéder 15 000 euros.

4. L'aide prend la forme d'un crédit d'impôt sur le revenu égal à 50 % des dépenses mentionnées au 3 au titre des services définis à l'article D. 129-35 du code du travail, supportées au titre de l'emploi, à leur résidence, d'un salarié ou en cas de recours à une association, une entreprise ou un organisme, mentionné aux b ou c du 1 par :

a) Le contribuable célibataire, veuf ou divorcé qui exerce une activité professionnelle ou est inscrit sur la liste des demandeurs d'emplois prévue à [l'article L. 5221-1](#) du code du travail durant trois mois au moins au cours de l'année du paiement des dépenses ;

b) Les personnes mariées ou ayant conclu un pacte civil de solidarité, soumises à une imposition commune, qui toutes deux satisfont à l'une ou l'autre conditions posées au a.

Le crédit d'impôt est imputé sur l'impôt sur le revenu après imputation des réductions d'impôt mentionnées aux [articles 199 quater B à 200 bis](#), des crédits d'impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

5. L'aide prend la forme d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 50 % des dépenses mentionnées au 3 supportées par :

a) Les personnes autres que celles mentionnées au 4 ;

b) Les personnes mentionnées au 4 qui ont supporté ces dépenses à la résidence d'un ascendant.

6. L'aide est accordée sur présentation des pièces justifiant du paiement des salaires et des cotisations sociales, de l'identité du bénéficiaire, de la nature et du montant des prestations payées à l'association, l'entreprise ou l'organisme définis au 1.

NOTA:

Conformément à l'article 98 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008, les dispositions introduites par la présente loi s'appliquent à compter de l'imposition des revenus de 2009.

Cite:

[CODE GENERAL DES IMPOTS, CGI. - art. 196](#)

[CODE GENERAL DES IMPOTS, CGI. - art. 199 quater B](#)

[CODE GENERAL DES IMPOTS, CGI. - art. 4 B](#)

[CODE GENERAL DES IMPOTS, CGI. - art. 81](#)

[Code de l'action sociale et des familles - art. L232-2](#)

[Code de la sécurité sociale. - art. L341-4](#)

[Code de la sécurité sociale. - art. L541-1](#)

[Code du travail - art. D129-35](#)

[Code du travail - art. L5221-1](#)

[Code du travail - art. L7233-4](#)

Cité par:

[Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. 8, v. init.](#)

[Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. D7233-3, v. init.](#)

[Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. D7233-5, v. init.](#)

[Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. R1522-11, v. init.](#)

[Décret n°2008-294 du 1er avril 2008 - art. 3, v. init.](#)

[CODE GENERAL DES IMPOTS, CGI. - art. 156 \(V\)](#)

[CODE GENERAL DES IMPOTS, CGI. - art. 231 bis P \(VD\)](#)

[Code de la sécurité sociale. - art. D133-19 \(V\)](#)

[Code du travail - art. D7233-3 \(V\)](#)

[Code du travail - art. L7233-2 \(V\)](#)

[Code du travail - art. L7233-7 \(V\)](#)

Code du travail

- [Partie réglementaire - Décrets simples](#)
 - [Livre Ier : Conventions relatives au travail](#)
 - [Titre II : CONTRAT DE TRAVAIL](#)
 - [Chapitre IX : Services aux personnes](#)
 - [Section 5 : Agréments des associations et entreprises de services à la personne.](#)

Article D129-35

Abrogé par [Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. 9 \(V\)](#)

Les activités de services à la personne à domicile relatifs à la garde des enfants, à l'assistance aux personnes âgées, aux personnes handicapées ou aux autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile ou d'une aide à la mobilité dans l'environnement de proximité favorisant leur maintien à domicile et aux tâches ménagères et familiales, au titre desquelles les associations et les entreprises sont agréées en application de l'article L. 129-1, sont les suivantes :

- 1° Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- 2° Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- 3° Prestations de petit bricolage dites "hommes toutes mains" ;
- 4° Garde d'enfant à domicile ;
- 5° Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- 6° Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- 7° Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- 8° Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- 9° Assistance aux personnes âgées ou autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- 10° Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- 11° Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- 12° Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- 13° Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- 14° Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à condition que ces prestations soient comprises dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;

15° Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services comprenant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;

16° Assistance informatique et internet à domicile ;

17° Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;

18° Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;

19° Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;

20° Assistance administrative à domicile ;

21° Les activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

Cite:

[Code du travail - art. L129-1](#)

Cité par:

[Accord relatif au champ d'application \(entretien... - art. unique \(VE\)](#)

[CODE GENERAL DES IMPOTS, CGI. - art. 199 sexdecies \(M\)](#)

[CODE GENERAL DES IMPOTS, CGI. - art. 199 sexdecies \(V\)](#)

[Code du travail - art. D129-36 \(M\)](#)

[Code du travail - art. D129-36 \(VT\)](#)

[Code du travail - art. D129-37 \(VT\)](#)

Nouveaux textes:

[Code du travail - art. D7231-1 \(V\)](#)

12ème législature

Question N° : 17269	de M. Bourg-Broc Bruno (Union pour un Mouvement Populaire - Marne)	QE
Ministère interrogé :	économie	
Ministère attributaire :	économie	
	Question publiée au JO le : 28/04/2003 page : 3277	
	Réponse publiée au JO le : 14/07/2003 page : 5614	
Rubrique :	impôt sur le revenu	
Tête d'analyse :	réductions d'impôt	
Analyse :	emploi d'un salarié à domicile. mise à disposition par un CAT. réduction d'impôt. réglementation	

<p><u>Texte de la QUESTION :</u></p>	<p>M. Bruno Bourg-Broc demande à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie de bien vouloir lui préciser si les prestations réalisées par les centres d'aide par le travail au bénéfice des particuliers et qui par leur nature répondent aux besoins courants des personnes et des familles (par exemple, les travaux d'entretien, de jardinage, de blanchissage, etc.) sont toujours susceptibles d'ouvrir droit à réduction d'impôts pour l'emploi d'un salarié à domicile, visé à l'article 199 sexdecies du code général des impôts.</p>
<p><u>Texte de la REPONSE :</u></p>	<p>Les centres d'aide par le travail (CAT) sont des établissements sociaux ou médico-sociaux relevant de la compétence des départements au titre de l'aide sociale. Dans ce cadre, ils dépendent directement des centres communaux d'action sociale ou sont liés avec les départements par une convention fixant leurs modalités de fonctionnement. Dès lors que ces organismes mettent à la disposition d'un particulier à son domicile privé, dans les conditions définies par le code du travail, un travailleur handicapé qui réalise des prestations admises au dispositif prévu par l'article 199 sexdecies du code général des impôts, c'est-à-dire des tâches à caractère familial ou ménager, ces prestations peuvent être assimilées aux services rendus par un organisme à but non lucratif ayant pour objet l'aide à domicile et habilité au titre de l'aide sociale ou conventionné par un département ou un organisme de sécurité sociale. Ces prestations ouvrent droit à ce titre à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile. Ces précisions sont mentionnées dans la documentation administrative (référence 5B 3314, n°s 7 et 12). Il appartient à l'organisme gestionnaire du CAT d'établir une attestation fiscale qui sera remise au particulier concerné pour justifier des dépenses afférentes à la mise à disposition du travailleur handicapé. En revanche, les prestations réalisées en milieu fermé, par exemple dans des ateliers centraux, ne sont pas éligibles au bénéfice de l'avantage fiscal.</p>

UMP 12 REP_PUB Champagne-Ardenne O

7. Charges ouvrant droit à des réductions d'impôt ou à crédit d'impôt

- **Dons effectués à des organismes d'aide aux personnes en difficulté / Versements à des oeuvres**
Article 200 du CGI
Documentation de Base de la Direction Générale des Impôts 5 B 3311
Bulletin Officiel des Impôts 5 B 1-97
- **Enfants à charge poursuivant leurs études**
Article 199 quater du CGI
Documentation de Base de la Direction Générale des Impôts 5 B 3315
- **Part d'épargne des primes d'assurance-vie (contrats à cotisations périodiques)**
Articles 199 septies 1° et 199 septies A du CGI
Documentation de Base de la Direction Générale des Impôts 5 B 333
Bulletin Officiel des Impôts 5 B 8-96 et 5 B 2-97
- **Primes des rentes survie / Contrats d'épargne handicap**
Articles 199 septies 2° et 199 septies A, B du CGI
Documentation de Base de la Direction Générale des Impôts 5 B 333
Bulletin Officiel des Impôts 5 B 8-96 et 5 B 2-97
- **Cotisations syndicales des salariés et pensionnés**

- Article 199 quater C du CGI
Documentation de Base de la Direction Générale des Impôts 5 B 3316
- **Dépenses afférentes à l'habitation principale**
Articles 199 sexies et suivants du CGI
Documentation de Base de la Direction Générale des Impôts 5 B 332
 - **Dépenses d'équipements**
Article 200 quater du CGI
 - **Frais de garde des enfants**
Article 199 quater D du CGI
Documentation de Base de la Direction Générale des Impôts 5 B 3312
 - **Sommes versées pour l'emploi d'un salarié à domicile**
Article 199 sexdecies du CGI
Documentation de Base de la Direction Générale des Impôts 5 B 3314
Bulletin Officiel des Impôts 5 B 4-95
 - **Dépenses d'hébergement dans un établissement de long séjour ou une section de cure médicale**
Article 199 quindecies du CGI
Documentation de Base de la Direction Générale des Impôts 5 B 3313
 - **Souscriptions au capital des PME**
Article 199 terdecies OA du CGI
 - **Souscriptions au capital de parts de FCP dans l'innovation**
Article 199 terdecies OA VI du CGI
 - **Frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion**
Article 199 quater B du CGI
Documentation de Base de la Direction Générale des Impôts 5 J 322
 - **Investissements dans les DOM-TOM**
Article 199 undecies du CGI
Documentation de Base de la Direction Générale des Impôts 5 B 337
Bulletin Officiel des Impôts 5 B 6-97
 - **Investissements forestiers :**
article 199 decies H
 - **Investissements immobiliers locatifs**
Articles 199 nonies, 199 decies et suivants du CGI
Documentation de Base de la Direction Générale des Impôts 5 B 336
 - **Prestations compensatoires**
article 199 octodecies nouveau du CGI
 - **Acquisition de véhicules GPL, GNV ou mixte**
article 200 quinquies du CGI